

1

Declaration de
PRESSE

le 5-10-1970

Guy KONOPNICKI

leader de la tendance

UNEF RENOUVEAU

7 0 0 0 0 0 = 0 , 5 %

Jusqu'à présent, nous savions que les étudiants étaient près de 700 000. Monsieur Guichard nous a appris il y a plusieurs semaines que nous représentions 0,5% de la rentrée.

Celle-ci se déroule dans des conditions extrêmement difficiles.

En effet dans une lettre aux présidents d'Universités le ministre annonce que le nombre d'enseignants restera le même que l'an dernier.

En ce qui nous concerne nous avons à plusieurs reprises souligné l'insuffisance des effectifs.

De plus les crédits des heures complémentaires sont souvent bloqués ce qui fait que de nombreuses Facultés ne tourneront pas au rendement maximum.

Enfin il y a une augmentation sensible des effectifs en étudiants qui aggrave le déficit en enseignants.

Du point de vue des locaux, la situation n'est guère meilleure. Les rares nouveaux centres, comme Villetaneuse sont dans l'impossibilité de rentrer avant Janvier.

Sur le seul plan matériel, la rentrée est déjà difficile mais au lieu de résoudre les difficultés, le pouvoir les aggrave.

LA PENURIE RESTRUCTUREE

Privées des moyens élémentaires de fonctionnement, les universités ont droit au ciseau ministériel.

La restructuration - qui prétend être une réponse à l'inadaptation de l'enseignement - se fait sans moyens supplémentaires.

A Paris, les 13 Universités doivent se répartir les locaux et les enseignants des anciennes Facultés. Le personnel administratif est en nombre insuffisant par rapport à la complexité de ses tâches actuelles.

; Mais surtout, loin d'être une adaptation aux besoins nés du progrès scientifique et technique, la réforme actuelle est un renforcement de la politique réactionnaire du pouvoir, et ce pour 3 raisons essentielles :

1 En multipliant les filières courtes, étroitement spécialisées, le gouvernement refuse une fois de plus la formation d'une masse de cadres capables d'assumer le développement des connaissances.

Il renforce la sélection en orientant les étudiants les plus défavorisés vers les filières courtes.

2 En refusant de développer la recherche fondamentale au sein de l'Université, le gouvernement refuse l'indispensable

liaison entre l'élargissement du savoir et sa diffusion.
Il perpétue ainsi l'inadaptation de l'Université.

3 En introduisant des U.E.R. à dérogation, des Instituts dépendant du patronat, il veut lier l'Université, non à l'économie, mais aux maîtres de l'industrie et de la finance qui refusent un développement économique conforme à l'intérêt national qu'ils sacrifient volontier au profit des intérêts privés .

En limitant le budget de l'Université, on les invite à rechercher les capitaux privés et donc à aliéner leur indépendance.

LA S E L E C T I O N E N D E C R E T S

A ces graves mesures s'ajoutent trois décrets, qui, s'ils sont appliqués auront des conséquences très graves pour les étudiants.

En juin dernier, le ministre signait un décret fixant nationalement les modalités d'examen, imposant le contrôle continu à tous, rétablissant l'assiduité obligatoire. Tant que tous les étudiants n'auront pas l'allocation d'études leur permettant d'être à plein temps à l'Université, ce décret signifie une nouvelle attaque contre les étudiants salariés.

En fait d'allocation d'études, Guichard supprime allégrement la seule existante, celle des IPESIens et veut instituer un barrage en deuxième année interdisant l'accès au C.A.P.E.S. aux titulaires de la Licence ou de la maîtrise.

La deuxième année semble d'ailleurs devoir être un barrage dans toute l'Université puisque certaines sources ministérielles annoncent que dans toutes les Universités les diplômes de premier cycle deviendront des concours d'orientation.

D'autres mesures comme la suppression des sursis vont encore renforcer la sélection.

LES MOYENS DE VIVRE

A cette situation déjà difficile du point de vue des études s'ajoute le caractère dramatique des conditions de vie des étudiants.

Déjà frappés par la baisse du pouvoir d'achat de leurs familles, les étudiants voient le pouvoir d'achat moyen des boursés passer en 5 ans de 1 240 heures de S.M.I.G. à environ 800 heures de S.M.I.G.

La proportion de boursiers passe de un étudiant sur 3 en 1963 à un sur 6 en 1970.

L'aide indirecte aux étudiants ne peut permettre de pallier ce déficit. Au contraire le pouvoir cherche à la démanteler.

Les 40 000 chambres en Cité prévues au 5ème plan manquent à l'heure des échéances et ne sont pas reportées au 6ème plan. A la place des promoteurs privés se disputent les crédits d'état et les loyers en Cité augmentent.

Spéculant sur la pénurie de Cités universitaires dont le gouvernement est responsable, les Propriétaires privés élèvent le prix des

loyers. La moyenne est de 250 francs par mois à Paris et ce sans confort.

Les restaurants universitaires, insuffisants en nombre, augmentent le prix des repas de 10 centimes, sans améliorer la qualité des repas dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne permet pas de récupérer les forces utilisées pour étudier.

LA CAMPAGNE CONTRE LES ETUDIANTS

Les étudiants ressentent profondément l'injustice de leur situation. Ils veulent étudier, accéder aux connaissances les plus élevées, on leur en refuse les possibilités. Ils veulent vivre dans des conditions décentes, on les contraint au salariat, au travail noir qui porte préjudice à leurs études. Le résultat est que les 2/3 des étudiants n'obtiennent pas de diplôme de second cycle ce qui porte préjudice au rendement des étudiants mais aussi au pays dont l'avenir scientifique et économique est ainsi hypothéqué.

Pour masquer ses lourdes responsabilités vis à vis des étudiants, le pouvoir développe une campagne pour les discréditer.

Ainsi en août les titres de certains journaux nous apprennent que les étudiants coutaient trop cher, surtout ceux de Médecine. A croire que l'Université forme trop de professeurs, de scientifiques, d'ingénieurs et de médecins alors que le gouvernement lui-même avoue que les besoins dans ces domaines sont loin d'être couverts.

De plus les étudiants sont présentés inactifs et non rentables par

des hommes comme Monsieur Sanguinetti - qui n'est d'ailleurs pas plus productif qu'un étudiant - et leur esprit agité deviendrait la cause de tous les maux de l'Université et de la société. A en croire certains toute provocation gauchiste est étudiante et tout étudiant est provocateur.

Tout est fait pour les couper de toutes les couches de la population qui comme eux aspirent à la démocratisation de l'Université.

Ajoutons à cela que chaque fois qu'il le peut, le pouvoir remet en cause les libertés démocratiques.

Ainsi sous prétexte de provocations gauchistes d'ailleurs réprochées par la masse des étudiants, 30 militants U.N.E.F. renouveau ont été exclus des classes préparatoires de Nice et deux étudiants membres de l'A.G.E.T.-unef sur les positions du renouveau syndical ont été arrêtés à Toulouse. La pression des étudiants a cependant contraint les magistrats à les acquitter.

LA RIPOSTE DES ETUDIANTS ET LES

PROPOSITIONS DE L'U.N.E.F. RENOUVEAU

Puisque le gouvernement refuse aux étudiants leurs droits fondamentaux et en premier lieu le droit d'étudier dans des conditions décentes, les étudiants vont se battre et imposer la satisfaction de leurs revendications.

L'U.N.E.F. renouveau a commencé depuis plusieurs semaines à organiser

niser ce combat.

Dans les restaurants universitaires, des milliers d'étudiants dont 6 000 à Paris ont protesté avec nous contre la hausse des prix et ont refusé de payer.

Avec eux nous allons poursuivre et élargir l'action pour l'amélioration des conditions de vie et ce sur trois questions :

Nous demandons le maintien à 1,65 francs du tarif des restaurants universitaires.

En second lieu, nous exigeons la revalorisation du taux des bourses, le réexamen des critères d'attribution pour aboutir à une extension du nombre de boursiers.

En même temps nous proposons que les travaux de la commission "vie de l'étudiant" fassent l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale et nous demandons le vote d'une loi établissant une allocation d'études sur les critères sociaux et universitaires que nos représentants ont défini dans cette commission.

Enfin nous engagerons les actions qui s'imposent sur toutes les autres questions concernant les conditions de vie, notamment le logement, les transports et la santé.

Devant l'urgence de la situation des étudiants et notamment des boursiers et des salariés, nous nous prononçons pour une négociation

effective sur les conditions de vie des étudiants.

Pour résoudre la grave situation des Universités et empêcher les reports de la rentrée déjà prévus dans des Universités comme Paris I ou Paris II où les T.P. ne commenceront pas avant janvier, nous exigeons partout où cela se pose l'augmentation du nombre d'enseignants, du personnel administratif, la construction rapide de locaux universitaires.

Nous exigeons en même temps l'abrogation du décret du 17 juin sur les examens, le maintien des I.P.E.S.. Nous nous opposerons à toute mesure visant à la mise en place d'un concours d'entrée en second cycle et à la secondarisation du premier cycle. Dans le même esprit nous réaffirmons notre revendication d'institution pour les I.U.T. d'une maîtrise et d'un troisième cycle.

Enfin pour empêcher que la mise en place des Universités ne s'accompagne d'une remise en cause de la cogestion et de l'introduction d'hommes du patronat dans les conseils, nous ferons des élections de décembre 1970 un grand moment de notre combat.

Partout où ils ont pu s'appuyer sur l'action des étudiants, les élus U.N.E.F. renouveau ont prouvé leur efficacité. A Censier-Sorbonne avec les étudiants, ils ont obtenu l'an passé le déblocage d'heures complémentaires, empêché l'introduction de la police universitaire à Censier. A Nanterre ils ont fait débloquer 1 500 heures complémentaires et leur succès aux élections a permis de préserver l'avenir de la Faculté. A Montpellier, ils ont empêché la banalisation du campus, à Reims ils ont fait barrage à des mesures répressives contre deux étudiants. A Tours avec 1 000 étudiants et l'action du Conseil, les crédits ont été débloc-

qués pour la construction de la Faculté des Lettres. Nous pourrions allonger longuement cette liste puisqu'il n'existe pas d'élus U.N.E.F. renouveau, majoritaire ou non qui n'ait rien obtenu.

Nous allons poursuivre notre action sur tous les fronts, dans l'action de masse et dans les conseils en nous servant du nouvel acquis que constitue la cögestion du CROUS.

D'ailleurs la tentative de suppression de la publicité des débats montre une chose : le pouvoir a peur que les élus étudiants soient constamment appuyés par les étudiants.

L'U.N.E.F. renouveau s'opposera à cette mesure.

Elle développera avec ses élus, avec la masse des étudiants l'action pour les revendications.

V E R S L E R E N O U V E A U S Y N D I C A L

La riposte des étudiants nécessite une organisation de caractère syndical, l'U.N.E.F. Le besoin de cette organisation est démontré, chaque jour d'avantage par la volonté croissante de lutte des étudiants luttés pour leurs revendications immédiates, pour leurs intérêts, pour une Université démocratique.

Les actions animées l'an passé par la tendance de l'U.N.E.F. qui oeuvre pour son renouveau, démontrent qu'une telle organisation est non seulement possible aujourd'hui mais qu'une grande U.N.E.F. syndicale est nécessaire.

C'est pourquoi, conscients du fait que la question de l'existence et du renforcement de l'U.N.E.F. est aujourd'hui le problème décisif nous appelons les étudiants à rejoindre en masse l'U.N.E.F. et nous décidons une campagne de syndicalisation à l'U.N.E.F. durant ce premier trimestre.

Notre objectif est clair : il est de faire qu'en même temps les étudiants se reconnaissent et participent largement au développement de luttes revendicatives, tout en se donnant tous les moyens de cette action. 20 000, 30 000 adhérents nouveaux à l'U.N.E.F., c'est autant de plus pour le succès des luttes des étudiants.

Mais nous avons aujourd'hui quelques inquiétudes qui proviennent de l'attitude du Bureau National de l'U.N.E.F.

Celui-ci en effet a bafoué l'ensemble des décisions du Collectif National de l'U.N.E.F. de juin dernier où à notre demande avaient été adoptées les résolutions suivantes :

- réunion d'un collectif national dans la troisième semaine de septembre,
- répartition des cartes 70-71 à cette occasion aux directions des Comités d'action,
- édition de "L'étudiant de France" et de l'"U.N.E.F. Inform." comprenant des textes de notre tendance syndicale ainsi que ceux des groupes liquidateurs.

A ce jour aucune de ces décisions n'a été tenue. Ce fait est d'une gravité extrême que nous ne pouvons tolérer plus longtemps.

Sur la base des progrès importants enregistrés par notre tendance syndicale, nous allons, en même temps que nous menerons la campagne de syndicalisation, informer les étudiants des réunions de Comités d'Action contraindre les directions à réunir démocratiquement les C.A. ainsi qu'à effectuer des élections démocratiques, informer les étudiants sur la vie de l'U.N.E.F. et les appeler à se prononcer sur la conception et le rôle à venir de l'U.N.E.F.

Désormais la masse des étudiants devient l'élément décisif du débat syndical. C'est elle qui aspire à retrouver l'U.N.E.F., son organisation de combat.

Unis dans l'U.N.E.F. les étudiants, avec la tendance U.N.E.F. renouveau, imposerons la démocratie dans l'organisation.

Les manœuvres liquidatrices se heurteront à la combativité des étudiants et ne pourront empêcher l'U.N.E.F. de devenir une organisation syndicale de masse, démocratique et combattive...